

## **Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité**

Semaine du 4 au 10 juin 2018

---

édito :

**lutte des cheminots**

articles :

**EVACUATION DU CAMPEMENT DU MILLENAIRE**

**4 mois de trop**

**IRLANDE**

**victoire historique pour le droit à l'avortement**

**VENEZUELA**

**réélection de Nicolas Maduro**

**la victoire d'un peuple**

## Lutte des cheminots

Face à un pouvoir aussi déterminé à broyer le service public ferroviaire, ce n'était pas une évidence que la lutte en cours prenne cette ampleur et fasse bouger les consciences. Depuis un an, Macron a avancé à grande vitesse dans la mise en œuvre de son projet politique, avec la casse du Code du travail, la multiplication des cadeaux aux plus riches et aux marchés financiers ou l'aggravation de la sélection à l'université.

La force du mouvement des cheminots, confirmée par la consultation interne organisée par les syndicats, tient aux objectifs et au contenu de leur lutte : au-delà du statut, ils portent une véritable ambition pour leur entreprise et pour le service public ferroviaire, avec l'intérêt général comme visée. Leur mouvement intègre des années de mise en cause du service public, de stratégies mortifères des directions et gouvernements successifs, qui ont mis en cause les missions et le contenu même du travail des cheminots, tout en dégradant le service rendu aux usagers.

Cette lutte pose de fait la question de la place des salariés et des usagers dans la définition des stratégies de l'entreprise publique. Enfin, elle conteste au pouvoir sa légitimité sur les enjeux du financement, question essentielle pour réinventer la SNCF dont le pays a besoin pour relever les défis des mobilités, de l'aménagement, de la transition écologique ou encore de l'énergie. Là où la dette est souvent l'argument massue des libéraux pour balayer toute alternative d'un revers de main, cette question fait l'objet de propositions de haut niveau, qui permettent de rassembler et de combattre la fatalité. Ainsi, le mouvement conteste la prétendue légitimité des marchés à dicter leurs choix aux pouvoirs politiques et participe à la construction d'un nouveau pacte républicain diffusant de nouveau des droits et des pouvoirs dans tout le corps social.

Cette bataille démontre qu'existent encore des contre-pouvoirs, y compris entre deux élections, dans une société que l'on sait corsetée par la fatalité et que la lutte de classes reste d'une grande actualité, quand nos adversaires exigent de notre peuple qu'il se plie aux exigences de la « concurrence libre et non faussée ». Elle redonne du goût du sens à l'action syndicale, mais aussi à la politique, en permettant à des millions de citoyens, cheminots ou non, de réinvestir le débat démocratique, l'action.

L'ambition des communistes, c'est que cette lutte aboutisse à un succès, pour les cheminots comme pour l'ensemble du pays. Pas par un esprit de revanche sur les élections présidentielles de 2017, dont nos concitoyens ne comprendraient pas l'objet. Nous travaillons donc partout à renforcer et élargir le mouvement, sans céder à des tentations de dévoiement du mouvement et de ce qu'il porte. Nous œuvrons donc à nourrir le débat sur l'avenir du service public ferroviaire. De nombreuses organisations du PCF ont pris des initiatives, souvent en lien avec la CGT-Cheminots, pour convaincre qu'une autre voie était possible, entre le statu quo dont les salariés, y compris les cadres, les usagers, ne veulent pas et la libéralisation à marche forcée. Ces initiatives politiques sont utiles, en élargissant l'intervention populaire et en crédibilisant les contenus progressistes d'une réforme du transport ferroviaire.

En ce sens, elles s'inscrivent dans la construction d'une alternative à Macron et à la droite, en fédérant des forces souvent éclatées et divisées, sur des propositions claires ■

## ÉVACUATION DU CAMPEMENT DU *MILLÉNAIRE*

# 4 mois de trop

### **Il était temps.**

Après 4 mois d'attente et 2 morts, l'opération de mise à l'abri des réfugiés, qui étaient contraints de dormir dans un campement de rue indigne Porte de la Villette à Paris, a eu lieu.

4 mois inutiles pour les réfugiés comme pour les riverains, victimes d'un État incapable d'assumer ses propres responsabilités. 4 mois de trop pour que Gérard Collomb constate l'échec de sa méthode, celle d'abandonner à leur sort des personnes pourtant protégées par le droit international.

Désormais, la leçon doit être retenue. Il faut au plus vite, comme le propose la

mairie de Paris et la plupart des associations, des lieux d'accueil inconditionnels pour les migrants sur tout le territoire.

Il en faut un dans la capitale, comparable à l'ancien CPAM de la Porte de la Chapelle qui avait permis d'éviter durablement la constitution de campements dans le nord de Paris et qui a dû fermer en raison des travaux pour la construction d'un futur site universitaire.

Il y a des solutions qui marchent. Encore faut-il sortir de la logique mortifère de la loi asile immigration examinée ces jours-ci au Sénat et que les parlementaires communistes vont combattre.

Plus que jamais, les réfugiés ont besoin de notre solidarité ■

## IRLANDE

# victoire historique pour le droit à l'avortement

**Les Irlandais.e.s ont voté à 66,4% « oui » au référendum proposant l'abrogation de l'amendement constitutionnel datant de 1983 et interdisant de recourir à l'interruption volontaire de grossesse.**

Il s'agit d'une victoire historique pour le camp progressiste. La campagne pour le « oui » a mobilisé largement la population, à hauteur de 64% et jusqu' à 85% chez les jeunes.

Après le référendum de 2015 qui avait notamment permis le droit au mariage homosexuel, les Irlandais.e.s ont réussi à surmonter les freins et les blocages imposés par le patriarcat pour le bien de toutes et tous.

Cette belle victoire est un point d'appui extraordinaire pour les femmes du monde entier. Nos luttes se conjuguent pour libérer les femmes des dominations sexistes.

C'est pourquoi, en France, le Parti communiste français revendique la constitutionnalisation du droit à l'avortement ■

## VENEZUELA

# réélection de Nicolas Maduro la victoire d'un peuple

**Le dimanche 20 mai 2018 à l'occasion de l'élection présidentielle anticipée, qui était une demande de l'opposition vénézuélienne, Nicolas Maduro a été réélu à près de 68% des votes exprimés sur une participation de 47% des électeurs.**

Depuis, la déferlante médiatique néolibérale ne cesse d'envahir l'espace public : Maduro dictateur, antidémocrate, fraude électorale, abstention massive pour tenter de délégitimer le vote... Ces mots résonnent dans les bouches de nos « grands dirigeants », qu'ils soient Trump, Macron, le groupe des 14 de Lima (principaux chefs d'état de droite latino-américains partie-prenante de l'Organisation des Etats américains ou de l'exécutif européen. Les mêmes qui avant l'élection clamaient déjà sur un scrutin sans aucune garantie pour lequel ils ne reconnaîtraient pas la validité. Jamais la pression et ingérence extérieure internationale n'aura été intense pour tenter de peser sur un résultat électoral.

Un élément pourrait porter à rire, celui d'une opposition réactionnaire – celle même qui demandait des élections anticipées – qui a boycotté sa participation au scrutin et appelé à l'abstention. Drôle de scénario pour une formation politique qui était sûre de sa victoire ! De plus, sourdine sur Macron élu sur la base d'une minorité du corps électoral inscrit. Idem pour Donald Trump arrivé derrière Hillary Clinton en voix. L'on pourrait citer d'autres dirigeants de ce monde.

Certes, l'environnement social et politique au Venezuela traverse une crise importante, accélérée certainement par des orientations de développement qui se sont appuyées sur la richesse du pays qu'est le pétrole sans une réelle consolidation de la production interne d'autres biens de nécessité, le laissant dépendant des importations. C'est d'ailleurs ce qui permet aujourd'hui l'organisation de la pénurie par les grands patrons de groupes privés vénézuéliens et internationaux sur des produits de première nécessité alimentaire et pharmaceutiques, pour certains bloqués dans quelques ports extérieurs au pays, créant un mécanisme d'inflation insidieuse et mortifère dans le pays, accouplée à une spéculation dévalorisant la monnaie locale.

Au regard du contexte dans lequel s'est déroulé l'élection, il sera bon d'avoir un regard objectif sur la question démocratique : la réalité de pouvoir d'intervention du peuple vénézuélien (24 scrutins électoraux en 20 ans au niveau local, régional, national avec l'élection d'une assemblée constituante en juillet

2017). Le même type de scrutin qui a donné une majorité à l'opposition lors des élections législatives de 2015 et le seul qui n'a pas été contesté. L'on peut avoir également un regard attentif sur les violences manipulées par une partie de l'opposition en avril 2017 dont les principaux meneurs sont des anciens putschistes contre Chavez, que lui-même avait gracié. S'y rajoute, les campagnes idéologiques qui tendent à créer le doute en accréditant l'idée que tous les maux viendraient de l'échec de la révolution bolivarienne, alors que les politiques mises en œuvre depuis Chavez ont ramené le seuil de la pauvreté de 50 à 5% de la population.

Beaucoup est dit sur le système électoral vénézuélien alors qu'il n'est pas avare de multiples contrôles avant, pendant et après le scrutin. Il est à noter également qu'hormis les déclarations politiques de fraudes, aucunes réclamations réelles n'ont été déposées auprès du conseil national électoral. Egalement du battage médiatique sur l'achat des votes des électeurs par les aides de nourriture du gouvernement face à la pénurie par des comités de citoyens appelés « Clap ». Qu'aurait été le débat si face aux difficultés, le gouvernement n'avait pas réagi ? La liste pourrait s'allonger sans nier la crise que traverse le pays et les questions qu'il a à résoudre en dehors de toutes ingérences étrangères qui ne tendent à déstabiliser le pouvoir en place et qui ont redoublées d'intensité avant l'élection présidentielle en brandissant les menaces de sanctions et de non reconnaissance du vote.

Le peuple vénézuélien a répondu ce 20 mai à la communauté internationale. En réélisant Nicolas Maduro, il a exprimé sa volonté de paix, de démocratie, de souveraineté populaire, d'espérance en la révolution bolivarienne pour répondre aux difficultés du pays tout en sachant que le chemin à parcourir sera semé d'embûches face à un néo libéralisme en soif de piller les richesses du pays. La communauté internationale serait bien inspirée d'entendre le message délivré dans ce scrutin plutôt que d'attiser les braises.

Cette élection, après une série noire dans de nombreux pays latino-américain où se sont mêlés manœuvres innommables comme des coups d'États institutionnel, fraude électorales, judiciarisation de la vie politique et syndicale, ouvre une espérance nouvelle pour les progressistes du continent face aux stratégies convergentes des ultralibéraux dont Macron en est un fidèle serviteur.

L'avenir du Venezuela est désormais entre les mains de son peuple de manière lucide, parce que cette victoire, c'est avant tout la sienne ■